



HAL
open science

Faire intervenir des êtres collectifs dans et par le discours

Naomi Truan

► **To cite this version:**

Naomi Truan. Faire intervenir des êtres collectifs dans et par le discours. *Tracés : Revue de Sciences Humaines*, 2015, Convoquer les êtres collectifs, 2 (29), pp.103-122. 10.4000/traces.6331. halshs-01253516

HAL Id: halshs-01253516

<https://shs.hal.science/halshs-01253516v1>

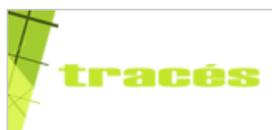
Submitted on 10 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Tracés. Revue de Sciences humaines

29 (2015)

Convoquer les êtres collectifs

Naomi Truan

Faire intervenir des êtres collectifs dans et par le discours. De l'usage des syntagmes nominaux à valeur collective dans les discours conservateurs allemand et britannique

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Naomi Truan, « Faire intervenir des êtres collectifs dans et par le discours. De l'usage des syntagmes nominaux à valeur collective dans les discours conservateurs allemand et britannique », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 29 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 18 novembre 2015. URL : <http://traces.revues.org/6331> ; DOI : 10.4000/traces.6331

Éditeur : ENS Éditions
<http://traces.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://traces.revues.org/6331>
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour ENS Éditions et pour Revues.org (Centre pour l'édition électronique ouverte)
© ENS Éditions

Faire intervenir des êtres collectifs dans et par le discours.

De l'usage des syntagmes nominaux à valeur collective dans les discours conservateurs allemand et britannique

NAOMI TRUAN

Invoquer des êtres collectifs dans le discours comporte toujours le risque de se voir opposer leur caractère supposé fictif. Notre contribution¹ vise précisément à identifier à quoi renvoient les syntagmes nominaux singuliers à valeur collective suivants : 1) « le gouvernement », 2) « la politique » et 3) « l'État » dans un corpus de discours politiques institutionnels allemands et britanniques. L'usage de ces groupes nominaux n'est pas seulement le signe d'une dépersonnalisation ou d'une généralisation, mais va aussi de pair avec une volonté de démarcation, voire avec une inclusion de l'auditoire. Ces expressions peuvent donner lieu à des jeux d'adresse déguisés. Cette étude linguistique qualitative s'intègre dans le champ de l'analyse du discours, champ de recherche interdisciplinaire à la croisée de la linguistique et des sciences sociales qui étudie la langue en contexte. Dans la lignée de l'analyse critique du discours, illustrée notamment par Ruth Wodak *et al.* (2009) ou Norman Fairclough (2003), notre recherche vise à mettre au jour les mécanismes discursifs de construction du sens dans le discours politique.

Nos analyses s'appuient sur un ensemble de quatorze discours de David Cameron et Angela Merkel tenus dans un cadre national entre 2010 et 2012 et ayant pour thème la cohésion sociale à partir des questions d'État providence, de démographie, d'engagement associatif et de politique familiale². La notion de « cohésion sociale » est définie ici comme ce qui sert

-
- 1 Nous tenons à remercier Fabien Jobard pour ses conseils avisés et sa relecture attentive lors de la rédaction de cet article. Toute éventuelle imprécision ne saurait toutefois être imputée qu'à l'auteur.
 - 2 Pour le détail des textes sélectionnés, se reporter à l'annexe en fin d'article. Notre travail porte sur les retranscriptions de discours prononcés par David Cameron et Angela Merkel et disponibles sur les sites officiels correspondants : [URL : <https://www.gov.uk/government/announcements>] et [URL : <http://www.bundestkanzlerin.de/Webs/BK/De/Aktuell/Reden/reden.html>], consultés

à décrire le bon fonctionnement d'une société au cœur de laquelle solidarité et conscience collective fonctionnent de façon harmonieuse. Une telle définition, axiologiquement marquée et au fort potentiel polémique, permet une comparaison intéressante de l'usage des syntagmes nominaux singuliers à valeur collective. Notre hypothèse de départ repose sur la pertinence supposée d'une étude comparative au vu des nombreux points communs unissant les discours britanniques et allemands considérés du point de vue des conditions de leur production. Entre 2010 et 2012, Merkel et Cameron sont des chefs de gouvernement conservateurs, tous deux en début ou en milieu de mandat (2010-2015 pour le Royaume-Uni, 2009-2013 pour l'Allemagne). Notons toutefois d'emblée que depuis 2009, le Parti conservateur britannique ne fait plus partie, au Parlement européen, du Parti populaire européen, auquel appartient la CDU-CSU de Merkel. Les tories dépendent désormais du groupe des conservateurs et réformistes européens (en anglais *European Conservatives and Reformists Group – ECR*) ou groupe conservateur européen. Les droites britannique et allemande sont donc sensiblement différentes, la CDU-CSU œuvrant davantage dans une lignée chrétienne-démocrate, tandis que les conservateurs britanniques se rapprochent des libéraux (notamment depuis les années Thatcher). Si la durée des mandats (quatre et cinq ans) ainsi que les années d'échéance électorale (2009 et 2010) diffèrent, la situation politique du Premier ministre et celle de la chancelière sont toutefois comparables en ce qu'ils ont tous deux été élus en plein cœur de la crise, et ont dû répondre au cours de leur mandat à des difficultés financières, économiques et sociales importantes. Contraints tous deux de former une coalition avec les libéraux, ils bénéficient d'une majorité instable, d'autant que les libéraux eux-mêmes sont en position délicate³. Par ailleurs, les deux chefs de gouvernement se trouvent

le 13 juillet 2015. Bien que nous ne négligions pas les contraintes inhérentes à une retranscription, les discours n'étant pas simplement récités mais participant d'une mise en scène visuelle et gestuelle, notre analyse repose avant tout sur de la linguistique textuelle (et non multimodale). Notre support est toutefois le résultat d'une reconstruction qui n'est pas sans faille, lissant, gommant les hésitations, les soubresauts, les pauses de l'orateur, rendant à un texte oralisé un statut écrit. Cette difficulté étant entendue, on comprendra que l'on travaille sur une réécriture. Notre travail ne consistera toutefois pas à comparer ces versions successives, mais se contentera de prendre acte de cette impossibilité foncière d'avoir en face de soi le même texte que celui du discours, le discours (en tant qu'objet linguistique) ayant pour propriété de n'exister qu'en un temps et un lieu (sa situation d'énonciation).

- 3 Ainsi, porté par un score triomphal de 14,6% en septembre 2009, le FDP entre dans le gouvernement Merkel. Néanmoins, la chute rapide de popularité de Guido Westerwelle après sa nomination à la tête des Affaires étrangères met à mal le parti, qui s'effondre aux élections régionales organisées en 2011 en étant éliminé de cinq Parlements sur sept dont celui de Berlin, une série de défaites que ne peut enrayer le remplacement de Guido Westerwelle par Philipp Rösler à la tête du parti. Du côté britannique, les résultats du 7 mai 2010, qui débouchent sur

à l'époque dans une situation inconfortable depuis les dernières élections régionales (en Allemagne) et municipales (au Royaume-Uni), qui ont été perçues comme un désaveu. Tandis que la CDU a été mise à mal par plusieurs défaites régionales successives, notamment dans des Länder comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Land le plus peuplé d'Allemagne (près de 18 millions d'habitants, plus de 23 % de la population allemande), le parti du Premier ministre Cameron a perdu de nombreux sièges municipaux à mi-mandat lors des élections locales du jeudi 3 mai 2012. Il s'agit donc d'étudier les possibles points communs et différences entre deux chefs de gouvernement d'une même famille politique.

Cette analyse s'inscrit dans le prolongement d'un ensemble de travaux en linguistique qui ont eu à cœur de prolonger le concept de face d'Erving Goffman (1967), selon lequel la communication humaine tend à éviter de menacer la face négative de l'interlocuteur tout en préservant sa propre face. Dans leur ouvrage *Politeness. Some Universals in Language Usage* (1987), Penelope Brown et Stephen C. Levinson parlent de stratégie d'évitement ou *softener* (adoucisseur) afin de ne pas heurter la face du locuteur, de limiter les « *Face Threatening Acts* » (FTA). Les syntagmes nominaux « le gouvernement », « la politique » et « l'État » relèvent de la troisième personne, considérée comme une « non-personne » car exclue de la situation de communication (Benveniste, 1966, p. 260-265). Le recours à cette modalité discursive peut donc être interprété comme une forme d'adoucisseur (*softener*) qui éviterait le recours au *je* pour s'auto-désigner ou au *vous* pour désigner ses adversaires politiques (Brown et Levinson, 1978, 1987). C'est en ce sens que nous parlons d'adresse déguisée. Par opposition, la première (je, nous) et la deuxième personne (tu, vous) appartiendraient à un même système sémantico-référentiel liant les partenaires au sein de la situation d'énonciation et correspondraient aux rôles de locuteur (celui qui parle) et d'allocataire (celui à qui l'on s'adresse). Les exemples issus du corpus conduisent néanmoins à penser que la troisième personne ne réfère pas exclusivement à des partenaires situés en dehors de la situation de communication. Le

un *hung Parliament*, Parlement sans majorité, contraignent les tories à s'allier avec les LibDems (qui cumulent 23 % des voix) pour espérer sortir de l'opposition dans laquelle ils sont depuis treize ans. Il faut toutefois souligner que cette situation est beaucoup moins fréquente au Royaume-Uni qu'en Allemagne, où les négociations en vue de coalitions sont la règle à chaque élection : les forces en présence ont beau sembler similaires dans les deux pays, la nécessité de former une coalition affaiblit en réalité bien plus les tories de Cameron que la CDU de Merkel. Par ailleurs, les libéraux-démocrates britanniques sont beaucoup moins remis en cause que leurs « homologues » allemands, à l'époque déjà menacés de ne pas dépasser la *Fünf-Prozent-Hürde* (barre des 5 %), pourtant essentielle pour avoir le droit de siéger au Parlement lors de la prochaine législature, ce que les élections de septembre 2013 confirmeront.

concept de délocution est ici central pour notre propos. La délocution est le mécanisme par lequel certaines expressions désignent quelqu'un ou s'y réfèrent. Grammaticalement, comme nous l'avons expliqué, cela correspond à la troisième personne du singulier ou du pluriel. Dans le cadre de cet article, nous allons montrer comment «le gouvernement», «la politique» et «l'État» peuvent référer à l'orateur (à savoir Cameron ou Merkel) ou à certains destinataires du discours politique (par exemple les opposant-e-s politiques). «Le gouvernement», «la politique» et «l'État» correspondent dès lors à un *je*, un *nous* ou un *vous*.

Dire «le gouvernement» : un outil de dépersonnalisation

Les occurrences traitées ici renvoient au gouvernement en tant que syntagme nominal singulier : «*(the) government*» (le gouvernement). Au vu du nombre considérablement plus élevé d'occurrences dans le corpus anglais, l'analyse d'exemples se concentrera sur les discours de David Cameron. L'emploi privilégié du syntagme nominal «*(the) government*» n'est pas anodin, car il consiste à faire entrer dans la délocution le gouvernement, dont le locuteur⁴ est pourtant le représentant. Il requalifie ainsi en non-personne un ensemble dont fait partie le locuteur. Notons à cet égard que «gouvernement» est en soi un nom collectif, c'est-à-dire qu'il désigne un ensemble d'individus malgré une morphologie au singulier (Lecolle, 2007).

Évoquer le gouvernement pour dessiner des objectifs communs à plusieurs mandats

Le syntagme nominal «*Ø government*» apparaît dans les occurrences suivantes en lien avec la capacité du gouvernement à faire quelque chose, à agir, comme en témoignent les expressions «*the actions government takes*» (texte F, l. 86), «*government's role in improving people's lives in the broadest sense*» (texte F, l. 93-94), «*government has the power to help improve well-being*» (texte F, l. 89), ou encore le modal *can* :

- (1) *Government can take a lead here.* (Texte D, l. 221)
- (2) *Again, I believe government can help out here.* (Texte D, l. 100)
- (3) *A lot of families and relationships come under stress as a result of money problems – and government can help here.* (Texte D, l. 80-81)

4 Bien que cet article s'attache à féminiser la plupart des termes employés, les termes linguistiques de «locuteur», «interlocuteur», «orateur», «actant», etc., ne seront pas systématiquement féminisés afin de souligner qu'il s'agit de rôles discursifs génériques et non de personnes sociales réelles.

Dépourvus de déterminant (indiqué par le symbole \emptyset), ces substantifs ne sont marqués comme renvoyant exclusivement au gouvernement actuel que dans deux cas dans le corpus, lorsqu'ils portent une majuscule. Sinon, l'absence de *the* a pour effet que le syntagme nominal « \emptyset *government* » devient un « simple renvoi au concept » (Lapaire et Rotgé, 2002, p. 84). Cela permet d'interpréter les occurrences de *government* non pas seulement comme la désignation du pouvoir exécutif en place, mais comme une mission assignée communément à tous les gouvernements. Cette lecture conceptuelle générique est encore plus perceptible dans les assertions avec le modal *should*, où la pression exercée sur le sujet grammatical par le modal relève en fait d'un questionnement pour tout gouvernement :

- (4) Whether people decide to stay at home or go to work, use Sure Start or trust their wider family, *government* should be there to support the choices families make. (Texte D, l. 122-123)
- (5) So: where should *government* focus its attention? (Texte D, l. 43)

Cette première analyse justifie l'usage de la troisième personne (plutôt que d'un *nous*) par la volonté de dépasser le cadre du gouvernement en place : la délocution fonctionne dès lors comme un outil de généralisation. L'ambiguïté entre « le gouvernement actuel » ou « tout gouvernement » est compensée dans certains cas par le recours à l'article défini *the* lorsque le substantif *government* est complément au génitif d'un autre syntagme nominal : « *the government's immediate duty* » (texte A, l. 8), « *the government's utter determination* » (texte A, l. 241). L'article possessif *their* apparaît également : « *Parents need to know that the concerns they feel about the sort of country their children are growing up in are felt and acted on by their government too* » (texte F, l. 132-133). Dans ces deux cas, la seule lecture possible est celle du gouvernement en place. Les deux occurrences suivantes montrent toutefois que le discours peut être à dessein ambivalent, faisant apparaître conjointement un *we* exclusif, qui renvoie au gouvernement actuel, et « \emptyset *government* », qui renverrait à tout gouvernement :

- (6) Now, *government* could ignore all this. Or it could see if there's anything we can do to help Kids in the Middle, Relate, the Tavistock Centre for Couple Relationships, One Plus One and all those other organisations that provide relationship support. That's what we're doing. (Texte D, l. 204-207)
- (7) Instead, I believe *government* should keep itself to asking a series of simple questions: What is that government does which is good for families and relationships – and can we do more? What does it do that's bad – and how can we stop it? What would strengthen families and make it easier to bring up kids – and how can we support that? (Texte D, l. 69-72)

En lien avec le sémantisme du modal *can*, la première personne du pluriel (*we*) rend concrètes les interrogations du gouvernement de Cameron, marquant implicitement la différence avec les autres gouvernements. Cela est patent en (6) : le gouvernement en tant qu'instance de décision pourrait faire fi de l'expérience (« *ignore all this* »), ou au contraire essayer de « faire quelque chose », voire être effectivement « en train de le faire » (« *That's what we're doing* ») : c'est alors que le *we* prend le relais. Lorsque le glissement de la troisième personne du singulier (*government*) à la première personne du pluriel (*we*) se fait à rebours, c'est au contraire que le gouvernement actuel sera un modèle pour tous les gouvernements :

- (8) And whatever the circumstance, there is one tool that we will always try to use – and that is transparency. We're shining a light on everything *government* does [...]. (Texte G, l. 161-163)

Au lieu d'une répétition anaphorique du *we*, c'est le substantif *government* qui apparaît, abstraction supérieure au *we*. L'éthique de la transparence ici prônée devra continuer à être valable également après ce mandat. En assignant à tout gouvernement – et non seulement au pouvoir en place – une volonté de transparence, le discours devient quasi atemporel alors que le mandat politique, lui, demeure limité dans le temps. Le locuteur s'émancipe quelque temps de son corset institutionnel pour évoquer ce qui lui semble faire sens en politique, au-delà des bornes temporelles imposées par le jeu électoral.

L'analyse de ces occurrences permet de voir se dessiner deux grandes tendances. Tandis que dans les exemples 1 à 5, le syntagme nominal singulier *government* acquiert une valeur générique (ce qu'un gouvernement, en général, doit faire), le co-texte⁵ des exemples 6 à 8 fait apparaître le pronom personnel *we*, jouant sur les deux lectures possibles du syntagme nominal : générique ou située. L'expression de la capacité demeure dans tous les cas centrale, soit autour du modal *can* (exemples 1, 2, 3, 6, 7), soit autour du modal *will*, qui associe volition et futurité (8). Les difficultés d'attribution référentielle du syntagme nominal *government* pourraient dès lors correspondre à la stratégie de mise en valeur du gouvernement actuel par rapport à ce que n'importe quel gouvernement ferait. Qu'il s'agisse de ce que le gouvernement peut (*can*) ou doit (*should*) faire, ces actions ne relèvent pas seulement de l'exécutif en place. Pour autant, les missions assignées

5 En linguistique, on différencie le *contexte* du *co-texte* : tandis que le co-texte réfère à l'ensemble des éléments textuels contigus au fait de langue étudié (notamment dans la même phrase ou à l'intérieur du même paragraphe), le contexte renvoie à l'environnement contextuel en général, y compris extralinguistique (hors du texte).

à tout gouvernement sont particulièrement bien traitées par le gouvernement actuel. Le gain en généralité de « Ø *government* » va implicitement de pair avec une revalorisation des capacités du gouvernement tout juste arrivé en 2010. Il contribue à mettre en valeur le gouvernement de Cameron en début de mandat tout en montrant sa capacité à gouverner dans un espace-temps quasi absolu.

Évoquer « des gouvernements » pour se positionner dans l'arène politique

L'emploi du syntagme nominal pluriel *governments* répond à une volonté de positionnement plus marquée. Ainsi, en (9), s'abstenant de citer nommément Tony Blair et Gordon Brown, le discours fait toutefois état de l'héritage travailliste en mettant en présence la situation connue par un *we* ancré dans la situation d'énonciation au vu des actions entreprises par des *governments* :

- (9) Why do we have people on big salaries living in council houses? Because *governments* wanted social housing to support hard-working people, so the eligibility criteria were set wide and the tenures long. Why has it become acceptable for many people to choose a life on benefits? Because *governments* wanted to give people dignity while they are unemployed – and while this is clearly important, it led us to the wrong places. (Texte C, l. 156-161)

Le pluriel – plusieurs gouvernements successifs sont concernés – rend compte de l'ampleur des difficultés causées par les précédents mandats d'après Cameron : c'est pour lui l'ensemble des politiques travaillistes qui sont condamnables. De façon quasi condescendante, le Premier ministre admet que ses prédécesseurs ont cru en une hypothèse qui s'est avérée naïve :

- (10) As well as the good intentions of *governments*, there was that assumption of trust at the heart of the system. (Texte C, l. 164-165)

Dans quatre des sept textes considérés, Cameron se positionne explicitement par rapport au gouvernement de Brown. Le mode de l'allusion⁶ offre alors un espace de connivence entre locuteur et allocutaires :

- (11) Frankly, to quote the last *government*, there is no money left. (Texte C, l. 186)

Cette citation, exacte bien qu'introduite sans les marqueurs typographiques de distanciation que sont les guillemets, provient d'une note de Lyam Byrne, ancien secrétaire en chef du Trésor, adressée au nouveau

6 L'allusion se définit comme un « énoncé dont la pleine intelligence suppose la perception d'un rapport entre lui et un autre auquel renvoie nécessairement telle ou telle de ses inflexions, autrement non recevable » (Genette, 1982, p. 8).

gouvernement lors de la passation de pouvoir en mai 2010. La presse avait alors fait grand cas de cette petite phrase :

It is a convention for outgoing ministers to leave a note for their successors with advice on how to settle into the job. But Byrne's note – which he later said was intended as a private joke – drew attention to Labour's economic record [...].
(*The Guardian*, 17 mai 2010)⁷

L'occurrence « *the last government* » n'est toutefois pas comparable aux précédentes, car l'adjectif *last* permet l'identification référentielle du gouvernement dont il s'agit. Lorsqu'ils sont complétés par un adjectif, les syntagmes nominaux « *the last government* » (texte A, l. 105), « *the previous government* » (texte G, l. 60 ; texte D, l. 163) permettent une définition par la négative du gouvernement actuel, dès lors mis en exergue par le déterminant *this* :

- (12) Well, I think all of those arguments are wrong and I am very proud of the fact that *this government* has decided to roll up its sleeves and really try and deal with these problems. (Texte B, l. 27-28)
(13) And I've seen it again right from the first day of *this government*. (Texte G, l. 9)

Le déterminant *this* accentue le contraste entre les travaillistes et le gouvernement actuel dans dix occurrences. *This* (par opposition à *that*) suggère que l'énonciateur est proche de la réalité qu'il décrit. Recoupant sémantiquement partiellement la valeur d'un possessif (*my government*), « *this government* » incarne l'idée d'une césure, d'un avant/après perceptible à travers *before* :

- (14) Before *this Government* came to office, single parents weren't required to look for work until their youngest child was seven years old – up to three years after they've started primary school. (Texte C, l. 390-392)

C'est à partir du point de référence temporel *before* que peut se construire le jugement de valeur porté par le syntagme nominal « *the old narrow view* » (cette opinion dépassée et étriquée) :

- (15) So *this government* is challenging *the old narrow view* that the key to beating poverty is simply income re-distribution. (Texte C, l. 214-215)

L'entité « *this government* » peut s'opposer au syntagme nominal abstrait (car conceptuel) « *the old narrow view* ». En utilisant le déterminant *this*, le locuteur fait référence à une théorie fondatrice de la pensée socialiste (la

7 David Laws, « Ex-treasury secretary Liam Byrne's note to his successor : there's no money left » [en ligne], [URL : <http://www.guardian.co.uk/politics/2010/may/17/liam-byrne-note-successor>], consulté le 6 janvier 2015.

redistribution des richesses) en la supposant connue de son public. L'existence de cette « opinion » est considérée comme « pré-établie, déjà étiquetée, analysée et jugée par l'ensemble du corps social » (Lapaire et Rotgé, 2002, p. 111). Cette stratégie discursive allusive, pourtant aisément compréhensible par le public, car *the* possède une valeur anaphorique (le fait qu'il renvoie à un déjà connu), représente une adresse indirecte aux travaillistes, qui ne sont ainsi pas directement qualifiés de « dépassés » et « étriqués », puisque c'est leur « opinion » qui se voit affublée de ce qualificatif. Le fait de qualifier « l'opinion » des adversaires politiques comme la source du discours rapporté « *the key to beating poverty is simply income re-distribution* » est une construction impliquant un « pseudo-agent » (Chilton, 2004, p. 22, cité par Wieczorek, 2013, p. 180). Les constructions pseudo-agentives sont proches de la métonymie, qui implique un changement de désignation : on désigne une réalité (ici, le *Labour* porteur des idées énoncées) par un nom qui se réfère à une autre réalité, toutefois liée à la première par un rapport de contiguïté, c'est-à-dire de proximité (ici, l'action effectuée ou la pensée exprimée : « *the old narrow view* »). Les « idées » du parti apparaissent en lieu et place des personnes concernées. Le discours peut dès lors feindre de ne pas s'adresser *directement* aux opposant-e-s politiques (ils et elles ne sont ni nommé-e-s ni interpellé-e-s) tout en les critiquant ouvertement. « [...] *this government* » est un substitut du *je*, tandis que « *the old narrow view* » remplace « vous, les travaillistes ». Lieu du repositionnement du locuteur à mi-mandat, le discours instaure un dialogue en creux, voire un affrontement idéologique (*challenge*) déguisé derrière l'apparente neutralité bienveillante d'une idée dont la source énonciative demeure passée sous silence.

Pourquoi parler de « la politique » ou « des politiques » ? Entre faire-valoir, adresse déguisée et abstraction

Comme ces premières analyses l'ont esquissé, les occurrences de *government* ne sont pas liées seulement à une généralisation des mesures proposées, mais aussi à une comparaison (implicite) vis-à-vis des gouvernements précédents (voire suivants). Dans cette deuxième partie, nous nous attacherons à l'usage du nom pluriel *politicians* pour évoquer la classe politique, puis aux noms collectifs englobants « politique » et « société », qui, s'ils renvoient tous deux à une communauté, activent des représentations très différentes. Nous nous interrogerons enfin sur la valeur des termes *policy* et *politics* en anglais et de *Politik* en allemand.

Acteurs politiques comme référents

Évoquer la classe politique, non pas tant comme un autre auquel on s'oppose (rôle de l'adversaire politique), mais comme un système au sein duquel on s'insère (la classe politique), permet à Cameron et Merkel de se positionner. Seule la reconnaissance de ce phénomène d'appartenance (le locuteur fait partie du syntagme nominal englobant évoqué) permettra ensuite de mettre en exergue sa différence. La classe des politiques joue en premier lieu un rôle de référent, en particulier face aux grandes questions que sont amenés à se poser Cameron et Merkel dans la mise en place d'un projet de société. L'adresse indirecte aux pairs inclut les orateurs dans la communauté des hommes et femmes politiques et met en lumière leur légitimité à se poser les questions soulevées :

(16) Talking about those problems is difficult territory *for politicians*. (Texte A, l. 18)

(17) This is an incredibly tough issue *for politicians*. (Texte D, l. 189)

(18) I know these are difficult challenges *for any government*.⁸ (Texte A, l. 258)

La référence à la classe politique en tant qu'ensemble vise à extraire les questions convoquées d'une interrogation partisane, puisque le seul statut d' élu conduit à poser ces questions. Le champ lexical de la prise en compte d'un problème parcourt les trois exemples : *problems, issue, challenges*. La difficulté inhérente à cette confrontation apparaît dans le sémantisme du substantif même, mais aussi à travers les adjectifs qualificatifs *difficult* et *tough* et l'adverbe d'intensité *incredibly* (incroyablement). En (18), le déterminant *any* («*for any government*») est opérateur d'indifférenciation, insistant sur le fait que la difficulté n'est pas liée à *ce* gouvernement mais à n'importe quel gouvernement, conduisant à se défausser de sa responsabilité. Évoquer politiciens et politiciennes au pluriel permet dès lors de ne pas référer seulement à une entité abstraite, mais aux autres (hommes et femmes politiques), dont le locuteur se différencie :

(19) *Politicians talking about families* are often met by a couple of reactions: disapproval and defeatism. [...] I think both are wrong. (Texte D, l. 11-12)

Si Cameron est bien un politicien en train de parler de famille, il compte renverser la tendance instaurée par l'adverbe temporel itératif *often* (sou-

8 Cette occurrence pourrait également faire l'objet d'une analyse dans la première partie consacrée aux occurrences sur le gouvernement. Ce ne sont toutefois pas uniquement des questions purement lexicales qui nous ont animée, mais également la volonté de mettre en regard des exemples semblables du point de vue de leur fonctionnement discursif. Ici par exemple, le pronom *any* se rapproche de l'absence d'article (\emptyset) des syntagmes nominaux «*for \emptyset politicians*» comme opérateurs d'indifférenciation.

vent) en imposant un style nouveau, introduit par l'expression subjective modalisée de la première personne du singulier « *I think* ». Les « réactions » ici évoquées sont une adresse implicite à celles et ceux qui font preuve habituellement de ces a priori, réactions que le Premier ministre entend modifier en proposant une approche nouvelle. Le pluriel (*politicians*) devient l'instrument d'une dévalorisation, opposant la multiplicité des démarches hasardeuses à l'unicité d'une première personne révolutionnaire (le *I*).

« Politique » et « société » de concert : la troisième personne comme outil d'adresse déguisée

Parallèlement aux occurrences de *politicians* et *Politiker* (dans les exemples 20 et 21 ci-dessous), on peut noter, dans le corpus allemand, l'usage du substantif singulier *die Politik* (la politique) :

- (20) These things can't be done by a *handful of politicians*. They get done because *officials* get stuck in. (Texte G, l. 22-23)
- (21) Car nous ne voulons pas nous ôter mutuellement nos compétences [respectives], nous devons réussir *en tant qu'hommes et femmes politiques et en tant qu'hommes et femmes responsables* [Verantwortliche] dans ce pays. (Texte 6, l. 254-256)⁹
- (22) La modification de la pyramide des âges de notre société est un sujet qui concerne en réalité *quiconque prend ses responsabilités* [Verantwortung] dans notre pays. (Texte 6, l. 11-13)¹⁰
- (23) C'est là où des difficultés subsistent que *la politique et la société* doivent s'occuper de tracer des solutions. (Texte 7, l. 73-74)¹¹

Malgré une apparente dépersonnalisation, marquée grammaticalement par le passif qui tait la source énonciative en ne mentionnant pas l'agent en (20) – « *can't be done* », « *get done* » –, il ne s'agit pas seulement d'une forme de déresponsabilisation des politiques, l'accent étant mis sur une collaboration – *gegenseitig*, « mutuellement », en (21) – entre hommes et femmes politiques et citoyen-ne-s. L'exemple 20 souligne d'ailleurs que cette nécessaire coopération est rendue obligatoire par le petit nombre de politicien-ne-s (« *a handful of politicians* »). En (21), (22) et (23), la volonté de dépasser le cadre politique en impliquant les responsables économiques, locaux, d'associations,... est ostensible. La proposition subordonnée

9 « *Da wir uns ja nicht gegenseitig Zuständigkeiten wegnehmen wollen, müssen wir es als Politiker und Verantwortliche in diesem Land schaffen.* »

10 « *Die Veränderung des Altersaufbaus unserer Gesellschaft ist ein Thema, das eigentlich [jeden] angeht, der Verantwortung in unserem Land trägt.* »

11 « *Da, wo Schwierigkeiten bestehen, müssen sich Politik und Gesellschaft um Lösungswege kümmern.* »

relative déterminative en (22), «*jede[r] [...], der Verantwortung [...] trägt*» (quiconque prend ses responsabilités), paraphrasée par l'adjectif substantivé *Verantwortliche* (les responsables) en (21), contribue à élargir l'ampleur des allocutaires. Contrairement au pronom *vous* ou au mode de l'impératif par exemple, ces deux syntagmes nominaux permettent une adresse indirecte : les allocutaires du discours s'autodéfinissent comme citoyen-ne-s responsables ou non et choisissent librement de se sentir interpellé-e-s par le syntagme nominal. En ce sens, on peut parler de la troisième personne comme d'une forme d'adresse détournée. L'exemple 21 lie la question des « responsables » à celle des hommes et femmes politiques, tous deux coordonnés par la conjonction de coordination *und* (et) et mis sur le même plan par l'apposition *als* (en tant que), qui complète référentiellement le pronom *wir* (nous) : «*wir [...] als Politiker und Verantwortliche in diesem Land*» (« nous [...] en tant qu'hommes et femmes politiques et en tant qu'hommes et femmes responsables »). La portée inclusive, voire adressée de l'expression « hommes et femmes responsables » (*Verantwortliche*) ne fait pas de doute dès lors que ces derniers et ces dernières se trouvent « dans ce pays » («*in diesem Land*») ¹².

Dans le cas où le gouvernement reconnaît explicitement son incapacité à agir seul (sans concertation avec les citoyen-ne-s), le déterminant indéfini (*eine*), qui dépersonnifie le gouvernement, est de mise :

- (24) Nous sommes [bien] d'accord sur le fait qu'il s'agit d'une tâche transversale pour laquelle *un gouvernement [eine Bundesregierung]*, quelle que soit l'intensité avec laquelle il se consacre à la question, ne peut pas donner seul les réponses pour *la société [die Gesellschaft]* avec certitude. (Texte 6, l. 91-93) ¹³

La mise en parallèle de deux syntagmes (gouvernement *versus* société) permet de déplacer – ou de partager – la responsabilité entre deux entités impersonnelles aux contours toujours mouvants. Comme en (18), où le déterminant *any* contribuait à faire entrer le gouvernement dans la variété impersonnelle, le passage du déterminant indéfini «*eine Bundesregierung*» (un gouvernement) au déterminant défini «*die Gesellschaft*» (la société) souligne que l'impossibilité de donner une réponse n'est pas tant le fait du gouvernement actuel que celui de n'importe quel gouvernement face à l'entité stable, déjà connue que représente « la » société. Parler de «*la société*» («*die*

12 Notons que la même référence de lieu est présente en (22), cette fois non pas à l'aide du démonstratif « ce » (*in diesem Land*, « dans ce pays »), mais du possessif « notre » (*in unserem Land*, « dans notre pays »).

13 «*Wir sind uns einig, dass es sich um eine Querschnittsaufgabe handelt, auf die eine Bundesregierung, so intensiv sie sich auch mit dem Thema beschäftigt, die Antworten für die Gesellschaft mit Sicherheit nicht allein geben kann.*»

Gesellschaft») fonctionne comme marqueur d'identification à la fois pour le locuteur (ici, Angela Merkel) et pour les allocutaires (ici, l'auditoire du discours politique). En ce sens, ce syntagme fait appel à un savoir communément partagé, celui qui consiste à penser la société comme une entité potentiellement close.

Une fois encore, la dépersonnalisation à l'œuvre à travers ces syntagmes singuliers à valeur collective n'est qu'apparente, puisque l'expression « *Wir sind uns einig* » (Nous sommes [bien] d'accord), qui force l'assentiment de l'allocutaire, va dans le sens de la nécessité d'une prise de conscience collective et enjoint le public des discours à participer activement à l'élaboration des projets gouvernementaux. Reprenant la définition de Catherine Kerbrat-Orecchioni (1986, p. 76 : « un évincement du contenu primitif par le contenu dérivé »), Valérie Magri-Mourgues (1995, p. 5) parle à ce sujet de « trope illocutoire », « qu'on peut assimiler à un euphémisme qui permet de dissimuler l'autorité d'une prise de parole en sollicitant l'allocutaire ».

L'assertion adressée « *Wir sind uns einig* » (Nous sommes [bien] d'accord) équivaut à une prise de parole non avouée : « *Sie sind mit mir einverstanden* » (Vous êtes d'accord avec moi). De ce point de vue, l'usage des syntagmes nominaux singuliers à valeur collective peut se lire comme une forme de contournement de l'adresse. L'occurrence suivante fait néanmoins apparaître que l'usage de la troisième personne pour référer au pouvoir législatif va de pair avec une adresse directe et marquée auprès de l'auditoire, comme le montre l'impératif :

- (25) *Seien Sie kreativ. Plus vous serez créatifs rapidement, moins le législateur devra l'être.* (Texte 7, l. 151-152)¹⁴

Malgré cette appréhension commune de leur fonction d'homme ou de femme politique, les discours de Cameron et Merkel témoignent d'un rapport très différent à leurs adversaires politiques : tandis que la chancelière évite soigneusement d'y faire référence dans les discours étudiés, le Premier ministre n'hésite pas à s'adresser à l'opposition travailliste pour la critiquer de façon véhémement (bien qu'implicite). Cela peut être lié à la position plus confortable qu'occupe Merkel à la période considérée (2010-2012), où elle en est déjà à son deuxième mandat (2005-2009, 2009-2013, désormais 2013-2017), mais aussi à un style politique réputé plus incisif en Grande-Bretagne.

¹⁴ « *Seien Sie kreativ. Je schneller Sie kreativ werden, umso weniger muss der Gesetzgeber kreativ sein.* »

Gagner en hauteur et en généralité

Après avoir étudié la fonction discursive des syntagmes nominaux pluriels « politiciens » et « politiciennes », nous nous consacrerons à présent aux occurrences au singulier de *policy* et *politics*¹⁵ en anglais et de *Politik* en allemand. Ce resserrement de perspective (le passage du pluriel au singulier) permet d'élever le propos en le faisant gagner en hauteur et en généralité :

- (26) It would be wrong for *public policy* to ignore all this. (Texte D, l. 31)
 (27) That's why I reject the criticism that *government policy* simply has no role in this area. (Texte F, l. 98-99)
 (28) The whole country pays the price of failing relationships, so discussing the issue should be part of *our politics*. (Texte D, l. 189-190)
 (29) C'est pourquoi il s'agit de l'un de ces tout grands défis auxquels *la politique* se voit confrontée : trouver la juste mesure. (Texte 4, l. 83-84)¹⁶

Comme on a pu le voir dans les analyses précédentes, le recours à ces syntagmes nominaux singuliers à valeur collective fonctionne comme un instrument d'abstraction (les assertions ne sont pas valables pour le seul gouvernement en place, mais de façon générale) et contribue à minimiser l'investissement énonciatif du locuteur. L'exemple 29 est en cela comparable à l'occurrence 18 (« *I know these are difficult challenges for any government* »), qui tendait à minimiser la responsabilité du gouvernement actuel face à l'ampleur de la tâche en rapportant cette dernière à un enjeu aussi difficile pour toute instance dirigeante. L'exemple 27 tend toutefois à minorer cette impression puisque à la généralité de « *government policy* » s'ajoute l'affirmation à la première personne du singulier non modalisée « *I reject* », ce qui montre que malgré la prise de hauteur suggérée, le discours politique reste le lieu de l'affirmation d'une prise de position singulière. Comme l'affirme Damon Mayaffre (2003, p. 2), « l'enjeu suprême du discours politique n'est pas, comme on pourrait le croire, de véhiculer un message, de propager une idéologie, d'inciter à l'action, mais d'affirmer l'identité d'un orateur pour favoriser l'identification d'un auditoire ».

Les exemples traités ici relèvent fréquemment d'un procédé de généralisation, porté soit par le nom commun au singulier « gouvernement » ou « politique » lui-même, soit par l'absence de déterminant (Ø) ou par l'opé-

15 La question de la différence entre *politics*, *policies* et *polity* ayant déjà été abondamment traitée en sciences politiques (voir par exemple Leca, 2012, ou Smyrl, 2002), il ne s'agit pas dans cet article d'éclairer ces distinctions d'un jour nouveau mais bien plutôt de montrer comment ces entités discursives sont employées dans des buts rhétoriques proches.

16 « *Deshalb ist eine der ganz großen Herausforderungen, vor denen die Politik steht, das rechte Maß zu finden.* »

ratureur d'indifférenciation *any*. Cette généralisation est également rendue possible par l'usage du pluriel, qui mêle politiciens et politiciennes de tous bords au sein d'un terme englobant qui lisse leurs différences. Malgré la généralisation à l'œuvre dans ces mécanismes discursifs, les êtres collectifs ainsi visés ne sont pas pour autant dépersonnalisés, puisqu'ils contribuent à redéfinir en creux le locuteur et donc à faire valoir une identité politique.

Représentations discursives de l'État

Cette dernière partie est consacrée aux occurrences liées à l'État. Une différence politique majeure est ici à souligner entre Merkel et Cameron : tandis que les occurrences liées à l'État dans le corpus allemand sont avant tout des personnifications de l'instance étatique, les apparitions du substantif *state* dans le corpus anglais ont une forte portée critique, notamment contre le *nanny-state* (texte D, l. 76)¹⁷. Cela est à mettre en parallèle avec l'orientation politique des deux chefs de gouvernement : tandis que Merkel représente un conservatisme chrétien-démocrate, Cameron incarne une forme de néolibéralisme post-thatchérien. Ainsi, en (30), (31) ou (32), « *the state* » renvoie en réalité à l'État précédent – comprendre : sous le gouvernement travailliste – que Cameron accuse d'avoir été trop protecteur :

- (30) ... but if *the state* is paying them more not to work, it becomes a rational choice to sit at home on the sofa. (Texte A, l. 89-90)
- (31) Those within it grow up with a series of expectations: you can have a home of your own, *the state* will support you whatever decisions you make, you will always be able to take out no matter what you put in. (Texte C, l. 132-134)
- (32) In effect, *the state* doesn't just open a door to dependency for young people, it drags them in. (Texte C, l. 271-272)

Ces exemples sont donc une manière détournée d'accuser non pas tant l'État en tant que tel, mais l'État tel qu'il est pensé par les gouvernements Blair et Brown. En effet, les occurrences de « *the state* » ne correspondent pas à l'État tel que l'entend Cameron et sont connotées négativement. Cela est davantage perceptible dans cette mise en scène de la pensée travailliste au discours indirect libre :

- (33) Attacking *the complacent, patronising view* that said all millions of working-age people were good for was [*sic*] receiving from *the state*. (Texte C, l. 229-230)¹⁸

17 Voir aussi : « *Now, as I said, I am not proposing heavy-handed state intervention* » (texte D, l. 70).

18 La phrase correcte est probablement : « *Attacking the complacent, patronising view that said all millions of working-age people were good for receiving from the state* » (sans *was*).

Comme en (15), le syntagme nominal « *the complacent, patronising view* » réfère implicitement, mais néanmoins de façon suffisamment univoque pour être compris par l'auditoire, au schéma de pensée travailliste, doublement qualifié de « suffisant » (*complacent*) et « condescendant » (*patronising*), ce qui est quasi pléonastique. De façon intéressante, aucune mention n'est faite de l'adversaire politique, représenté de façon métonymique par l'opinion (*view*) « suffisante et condescendante » qu'il se fait du sujet traité. On substitue donc à un collectif (les opposant-e-s politiques, souvent assimilés au parti adverse) une formule métonymique encore plus abstraite (l'opinion que cet-te adversaire politique aurait). Le recours à l'énonciation délocutive « *the complacent, patronising view* » sert, comme le souligne Alpha Ousmane Barry (2002, p. 210) à partir d'un autre exemple tiré de son corpus, « à effacer le statut de personne, et à établir l'identité des adversaires en le jetant dans l'anonymat ».

Par un ingénieux détour énonciatif, le locuteur adopte le point de vue supposé du *Labour* pour lui prêter des propos que le parti n'a – de toute évidence! – pas tenus. Le verbe de parole *say* (« *the complacent, patronising view that said* ») revient à *faire parler* l'opinion exprimée (personnification) tout en *reformulant* les paroles présumées, ce que le changement des temps verbaux indique de façon patente dans le discours rapporté (« *that said all millions of working-age people were good for receiving from the state* » au lieu de « *all millions of working-age people are good for receiving from the state* »). L'analyse de cette occurrence montre donc que l'État ici décrit n'est pas celui de l'univers énonciatif du locuteur (Cameron), mais celui de l'énonciateur dont le locuteur adopte le point de vue (le parti travailliste).

Les discours de Merkel présentent une perspective sensiblement différente :

- (34) C'est pourquoi l'État ne doit pas penser que le bénévolat fonctionne tout seul, mais l'État doit mettre toujours plus de lieux d'accueil à disposition – peu importe à quel niveau, que ce soit au niveau fédéral, des Länder, ou encore au niveau local – au sein desquels quelqu'un qui souhaiterait faire quelque chose se sente entre de bonnes mains. (Texte 4, l. 132-137)¹⁹

Ici, le recours au « nom collectif » (Lecolle, 2007) « l'État » correspond à une métonymie classique selon laquelle les institutions se voient douées d'une capacité à penser, cachant derrière ce « pseudo-agent » (Chilton, 2004) le caractère composite des agents de l'État. Mais derrière ce glisse-

19 « *Deshalb darf der Staat nicht denken, dass das Ehrenamt schon von alleine funktioniert, sondern der Staat sollte durchaus immer wieder Anlaufstellen bereithalten – egal auf welcher Ebene; auf Bundesebene, Länderebene, kommunaler Ebene –, in denen sich jemand, der etwas tun möchte, auch aufgehoben fühlt.* »

ment rhétorique somme toute plutôt commun se cache la même volonté prescriptive que dans les occurrences de « Ø *government* », où l'abstraction donne lieu à des conseils normatifs sur ce que l'État – et non le seul gouvernement en place – doit faire ou non. Comme pour « *la société* » (« *die Gesellschaft* »), on pourra ici souligner l'emploi de l'article défini « *der Staat* » (l'État). Défini a priori, l'État est donc considéré comme une entité stable et stabilisée, renvoyant référentiellement à un paradigme commun au locuteur et aux allocutaires. Cela va de pair avec une abstraction du discours puisque les mesures entreprises pour favoriser le bénévolat en (35) ne sont plus placées sous le signe d'un gouvernement, par définition même transitoire, mais comme une mesure étatique nécessaire au-delà des divergences politiques. Ce degré d'abstraction supérieur est particulièrement sensible dans les occurrences suivantes, où la généralité du substantif « État » est complétée par le sémantisme du substantif « homme » (*Mensch*) :

- (35) *Notre appareil étatique fédéral a de toute façon tendance à assigner à l'homme diverses compétences que l'homme lui-même ne connaît pas.*
(Texte 2, l. 25-27)²⁰
- (36) *Last but not least : pour que le système tout entier fonctionne, nous devons aussi parvenir à maintenir les administrations capables de travailler au niveau local, des Länder, et fédéral, de façon à ce que les fonctions de service que les hommes attendent de leur État soient remplies.* (Texte 6, l. 326-329)²¹

Malgré le caractère non univoque de la notion d'État, celle-ci est dans les deux cas exprimée dans une relation d'appartenance inclusive liant le locuteur et les allocutaires au sein du pronom possessif « notre » (« notre appareil étatique fédéral ») ou « leur » (« leur État »). Il s'agit donc d'une entité, qui, malgré son indéfinition et son incertitude référentielle, continue à renvoyer à un imaginaire discursif commun capable d'unifier. Le pouvoir fédérateur du substantif « l'État » est ici patent :

- (37) *Maintenant, c'est aussi comme ça, ce qui fait que même avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons pas nous retirer en tant qu'État.*
(Texte 4, l. 59-60)²²
- (38) *We've also got to change completely the way *government* interacts with them; the way *the state* intervenes in their lives.* (Texte A, l. 103-104)

20 « Unser föderales Staatsgebilde *neigt sowieso dazu*, dem Menschen *unterschiedliche Zuständigkeiten zu verordnen, die der Mensch selber gar nicht kennt.* »

21 « *Last but not least: Damit das ganze System funktioniert, müssen wir es natürlich auch schaffen, die Verwaltungen auf kommunaler Ebene, Länderebene und Bundesebene so weit arbeitsfähig zuhalten, dass die Servicefunktionen, die die Menschen von ihrem Staat erwarten, auch erfüllt werden.* »

22 « *Num ist es bei aller Freiwilligkeit aber natürlich so, dass wir uns als Staat nicht zurückziehen können.* »

- (39) I don't think *the state* should just wade into people's lives regardless... but troubled families are already pulled and prodded and poked a dozen times a week by government. (Texte A, l. 205-207)

Dans ces occurrences, le locuteur, sous la portée du *nous* inclusif, devient l'État – il est, en association avec son public, l'État. Les occurrences du corpus anglais sont d'autant plus intéressantes qu'elles lient les valeurs sémantiques de « gouvernement » et « État », notamment, comme en (39), par un parallélisme de construction qui répète anaphoriquement en début de proposition « *the way* » tout en faisant l'ellipse de la proposition « *We've also got to change completely* ». Le gouvernement et l'État sont mis sur le même plan, voire confondus, comme deux entités dont le rôle vis-à-vis des citoyens ne serait équivalent : interaction (*interact*) et intervention (*intervene*).

Cette analyse des contextes d'apparition de « gouvernement », « société », « politique » ou « État » dans un corpus composé de discours politiques allemands et britanniques a mis en lumière la dépersonnalisation et la généralisation à l'œuvre dans l'emploi de ces expressions, mais aussi, de manière peut-être moins attendue, leur capacité d'auto-désignation (*je*) et d'adresse potentielle (*vous*). En contournant les emplois directs d'une première personne du singulier (*je*), symbole d'une personnalité forte, et d'une deuxième personne (*vous*), qui pourrait être perçue comme agressive (*Face Threatening Acts*), le discours gagne en capacité d'abstraction tout en repositionnant le locuteur dans l'échiquier politique. Ainsi, les êtres collectifs que sont le « gouvernement » ou « l'État » ne sont pas forcément le signe d'une dépersonnalisation ou d'une confusion due à leur caractère composite, par essence même imprécis. L'utilisation de la troisième personne repose sur un détour énonciatif : en prétendant ne pas s'adresser, le discours instaure en réalité un dialogue en creux, notamment avec les opposant-e-s politiques, qui, s'ils ne sont pas nommé-e-s, n'en demeurent pas moins esquissé-e-s, ce qui instaure une connivence avec le public citoyen des discours. Exclue de l'interlocution, les adversaires politiques ne sont pas *stricto sensu* allocutaires du discours, mais *de facto* destinataires (directs ou indirects). Parallèlement, en se faisant incarnations du « gouvernement », de la « politique » ou de « l'État », Cameron et Merkel transcendent leur rôle de représentant-e politique assigné-e à un mandat à durée limitée. Cette confusion de la personne et de l'institution a pour fin, chez les locuteurs concernés, de les oindre de l'éternité ou de l'inaltérabilité dont sont pourvues les institutions qu'ils revendiquent, par leurs actes de langage, incarner.

Bien qu'appartenant à une même famille politique – la droite conservatrice européenne –, les discours étudiés ne font pas usage des mêmes straté-

gies rhétoriques. Même si la critique de l'opposition s'effectue sur le mode de l'allusion, le Premier ministre britannique est bien plus incisif que son homologue allemande. Cela tient en partie à la nouveauté relative de Cameron entre 2010 et 2012 alors que Merkel est déjà très populaire, mais aussi, sans doute, à la culture politique propre à chaque pays, considérations qui vont au-delà du champ couvert par cette contribution.

Enfin, malgré les différences évidentes entre les deux corpus analysés, les êtres collectifs que sont « le gouvernement », « la politique » ou « l'État » présentent des caractéristiques communes. Alors qu'on aurait pu penser qu'ils étaient notamment des termes inclusifs renvoyant à une communauté plus ou moins (mal) définie, ils peuvent aussi relever de stratégies discursives d'exclusion pouvant donner lieu à des jeux d'adresse déguisés. C'est ainsi dans le grondement de batailles sémantiques a priori insignifiantes que se lovent les êtres collectifs pourvus d'une force insoupçonnée par les locuteurs qui les mobilisent.

Corpus

1. Rede der Bundeskanzlerin zum einjährigen Bestehen des Bundesfreiwilligendienstes – 04.09.2012
2. Ansprache von Bundeskanzlerin Angela Merkel anlässlich der Preisverleihung des Unternehmenswettbewerbs „Erfolgsfaktor Familie 2012“ – 02.05.2012
3. Ansprache von Bundeskanzlerin Angela Merkel anlässlich der Preisverleihung des Bundeswettbewerbs „startsocial“ – 18.04.2012
4. Rede von Bundeskanzlerin Angela Merkel anlässlich des Empfangs für Ehrenamtliche „Gemeinsam geht's – Menschen helfen Menschen“ – 05.04.2011
5. Rede der Bundeskanzlerin im Rahmen der Konferenzreihe „Denk ich an Deutschland“ zum Thema „Wie wollen wir leben?“ bei der Alfred-Herrhausen-Gesellschaft – 28.09.2012
6. Rede von Bundeskanzlerin Angela Merkel anlässlich des „Demographiegipfels“ – 04.10.2012
7. Rede von Bundeskanzlerin Angela Merkel anlässlich des Spitzengesprächs zur Initiative „Familienbewusste Arbeitszeiten“ – 08.02.2011
- A. Troubled families speech – 15.12.2011
- B. Troubled families reception – 28.03.2012
- C. Welfare speech – 25.06.2012
- D. Speech on families and relationships – 10.12.2010
- E. PM's statement on violence in England – 11.08.2011

- F. PM speech on wellbeing – 25.II.2010
 G. PM's speech at Civil Service Live – 8.07.2010

Bibliographie

- BARRY Alpha Ousmane, 2002, *Pouvoir du discours et discours du pouvoir. L'art oratoire chez Sékou Touré de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan.
- BENVENISTE Émile, 1966, « La nature des pronoms », *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, p. 251-258.
- BROWN Penelope et LEVINSON Stephen C., 1978, « Universals in language usage : politeness phenomena », *Questions and Politeness. Strategies in Social Interaction*, E. N. Goody éd., Cambridge, Cambridge University Press, p. 56-711.
- 1987, *Politeness. Some Universals in Language Usage*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CHILTON Paul, 2004, *Analysing Political Discourse. Theory and Practice*, Londres - New York, Routledge.
- FAIRCLOUGH Norman, 2003, *Analysing Discourse. Textual Analysis for Social Research*, Londres, Routledge.
- GENETTE Gérard, 1982, *Palimpsestes. La littérature au second degré*, Paris, Le Seuil.
- GOFFMAN Erving, 1967, *Interaction Ritual. Essays in Face-to-face Behavior*, Chicago, Aldine Publishing.
- KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, 1986, *L'implicite*, Paris, Colin.
- LAPAIRE Jean-Rémi et ROTGÉ Wilfrid, 2002 [1998], *Linguistique et grammaire de l'anglais*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- LECA Jean, 2012, « L'État entre politics, policies et polity ou peut-on sortir du triangle des Bermudes? », *GAP Gouvernement & action publique*, vol. 12, n° 1, p. 59-82.
- LECOLLE Michelle, 2007, « Enjeux argumentatifs de la nomination : le cas du nom collectif communauté dans les discours publics contemporains », *Argumentation, manipulation, persuasion*, C. Boix éd., Paris, L'Harmattan, p. 227-247.
- MAGRI-MOURGUES Valérie, 1995, « Jeux d'adresse dans la lettre de voyage », colloque Les personnes de la lettre : je, tu, il/elle, Université Paris 7.
- MAYAFFRE Damon, 2003, « Dire son identité politique », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 66, p. 247-264.
- SMYRL Marc, 2002, « Politics et policy dans les approches américaines des politiques publiques : effets institutionnels et dynamiques du changement », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, p. 37-52.
- WIECZOREK Anna Ewa, 2013, *Clusivity. A New Approach to Association and Dissociation in Political Discourse*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing.
- WODAK Ruth, DE CILLIA Rudolf, REISIGL Martin et LIEBHART Karin, 2009, *The Discursive Construction of National Identity*, Édimbourg, Edinburgh University Press.